

# **Cahier des clauses administratives particulières (CCAP)**

Prestations de services d'agence de voyages et la mise à disposition d'une base hôtelière relative aux déplacements professionnels, à l'organisation de voyages de groupes et/ou séminaires au profit des personnels et personnes invitées de l'Université Paris Cité.

Procédure de passation : Appel d'offres ouvert en application des articles L2124-2 et R2124-2 1°, R2161-2 à R2161-5 du code de la commande publique

N° de la consultation : 2025110DFAPGSE

## **TABLE DES MATIÈRES**

<b>1. <u>INFORMATIONS ADMINISTRATIVES</u></b>	<b>4</b>
<b>2. <u>DISPOSITIONS GÉNÉRALES RELATIVES AU MARCHÉ</u></b>	<b>4</b>
2.1. Objet et nature du marché	4
2.2. Forme du marché	4
2.3. Décomposition du marché	5
2.3.1. Allotissement	5
2.3.2. Tranches	5
2.3.3. Prestations supplémentaires éventuelles (PSE)	5
<b>3. <u>DOCUMENTS CONTRACTUELS</u></b>	<b>5</b>
<b>4. <u>DURÉE DU MARCHÉ ET DÉLAIS D'EXÉCUTION</u></b>	<b>6</b>
4.1. Durée du marché	6
4.2. Délais d'exécution	6
4.3. Prolongation des délais d'exécution	6
<b>5. <u>DESCRIPTION DES PRESTATIONS</u></b>	<b>6</b>
<b>6. <u>CONDITIONS D'EXÉCUTION DES PRESTATIONS</u></b>	<b>6</b>
6.1. Modalités d'intervention	6
6.1.1. Lieu d'exécution des prestations	7
6.1.2. Moyens mis à disposition du titulaire pour l'exécution de la prestation	7
6.1.3. Organisation des prestations	7
6.1.4. Garantie et maintenance	7
6.1.5. Propriété intellectuelle	7
6.1.5.1. Dispositions générales	7
6.1.5.2. Propriété relative aux livrables	7
6.1.5.3. Propriété des données	8
6.2. Passation de commande	8
6.2.1. Emission des bons de commande	8
6.2.2. Notification des bons de commande	8
6.3. Sous-traitance	9
<b>7. <u>OBLIGATIONS DE CONFIDENTIALITE - PROTECTION DES DONNEES A CARACTERE PERSONNEL</u></b>	<b>9</b>
7.1. Obligations de confidentialité	9
7.2. Protection des données à caractère personnel	9
<b>8. <u>CONSTATATION DE L'EXÉCUTION DES PRESTATIONS</u></b>	<b>10</b>
<b>9. <u>PRIX, VARIATION DES PRIX ET MODALITÉS DE RÈGLEMENT</u></b>	<b>11</b>

9.1.	Forme et contenu du prix	11
9.2.	Variation des prix	11
9.2.1.	Actualisation du prix des tranches	Erreur ! Signet non défini.
9.2.2.	Révision des prix unitaires du BPU	Erreur ! Signet non défini.
9.3.	Condition de facturation et modalités de règlement	12
9.3.1.	Facturation des prestations d'implémentation	12
9.3.2.	Facturation des prestations par carte logée (prestations de voyage)	12
9.3.3.	Facturation dématérialisée	13
9.3.4.	Délai global de paiement	14
9.3.5.	Cession ou nantissement de créances	14
9.3.6.	Avance	15
10.	<b><u>PÉNALITÉS</u></b>	15
10.1.	Pénalités liées à l'exécution du marché	15
10.2.	Pénalités relatives au non-respect des formalités mentionnées aux articles L. 8221-3 à L. 8221-5 du code du travail	15
11.	<b><u>ASSURANCE ET ATTESTATIONS</u></b>	16
12.	<b><u>FOURNITURE DES PIÈCES PRÉVUES PAR L'ARTICLE D 8222-5 DU CODE DU TRAVAIL</u></b>	16
13.	<b><u>MODIFICATIONS RELATIVES AU TITULAIRE</u></b>	16
13.1.	Modification portant sur la situation juridique ou économique du titulaire :	17
13.2.	Nouvelle entreprise née de la fusion ou de l'absorption du titulaire	17
14.	<b><u>PRESTATIONS SIMILAIRES</u></b>	17
15.	<b><u>EXÉCUTION AUX FRAIS ET RISQUES</u></b>	17
16.	<b><u>RÉSILIATION</u></b>	18
16.1.	Résiliation du titulaire	18
16.2.	Résiliation pour non-respect des niveaux de performances attendues	18
16.3.	Conséquences de la résiliation du marché	19
17.	<b><u>DROIT APPLICABLE ET VOIES DE RECOURS</u></b>	19
18.	<b><u>DÉROGATIONS AU CCAG-TIC</u></b>	19

## **1. INFORMATIONS ADMINISTRATIVES**

### ***Acheteur :***

Université Paris Cité  
85 boulevard Saint-Germain  
75006 Paris 6

Représentant de l'acheteur  
Monsieur Edouard Kaminski, en qualité de président d'Université Paris Cité

**En cours de consultation, le soumissionnaire pourra demander des renseignements complémentaires sur la plateforme des achats de l'Etat « PLACE » en faisant parvenir une demande écrite à l'adresse suivante :**

<https://www.marches-publics.gouv.fr/?page=entreprise.AccueilEntreprise>

**Aucune question ne pourra être posée verbalement et aucune réponse ne sera donnée en dehors du dispositif prévu au présent article.**

**En cours d'exécution la personne habilitée à donner les renseignements prévus à l'article R2191-60 du code de la commande publique.**

M. Julien Périchon  
Université Paris Cité  
Directeur du pôle achats  
85 boulevard Saint-Germain  
75006 Paris  
Courriel : achats.dfa@u-paris.fr

### ***Comptable assignataire :***

Monsieur l'Agent Comptable d'Université Paris Cité  
85 Boulevard Saint Germain  
75006 Paris Cedex 06

## **2. DISPOSITIONS GÉNÉRALES RELATIVES AU MARCHÉ**

### ***2.1. Objet et nature du marché***

---

Ce marché prestations de services d'agence de voyages et la mise à disposition d'une base hôtelière relative aux déplacements professionnels, à l'organisation de voyages de groupes et/ou séminaires au profit des personnels et personnes invitées de l'Université Paris Cité.

La description détaillée des prestations figure dans le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP).

Il s'agit d'un marché de service au sens de l'article L1111-4 du code de la commande publique passé sous la forme d'un appel d'offres ouvert.

### ***2.2. Forme du marché***

---

Il s'agit d'un accord-cadre à bons de commande en application des articles L2125-1 1°, R2162-2 alinéa 2, R2162-5, R2162-13 et R2162-14 du code de la commande publique.

Conformément à l'article R2162-4 2° du code de la commande publique, il est conclu avec un montant maximum de **15 000.000 €HT** pour la durée totale d'exécution maximale de l'accord-cadre, soit quatre ans.

Ce montant maximum constitue la limite supérieure des obligations contractuelles de l'acheteur et du titulaire mais il ne fait naître aucune obligation d'atteindre ce maximum ou un droit à indemnisation si ce maximum n'est pas atteint.

### **2.3. Décomposition du marché**

---

#### **2.3.1. Allotissement**

---

Le présent marché constitue un marché unique en application de l'article L2113-11 du code de la commande publique car les prestations sont indissociables et interdépendantes.

#### **2.3.2. Tranches**

---

Ce marché ne comporte pas de tranche optionnelle.

#### **2.3.3. Prestations supplémentaires éventuelles (PSE)**

---

Le présent marché ne comporte pas de prestations supplémentaires éventuelles.

## **3. DOCUMENTS CONTRACTUELS**

Les documents de marché et correspondances y étant relatives sont rédigées en français.

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG-TIC, en cas de contradiction entre les stipulations des pièces contractuelles du marché, elles prévalent dans l'ordre de priorité suivant

- L'acte d'engagement (ATTRI1), daté et signé par le titulaire du marché et le représentant légal de l'acheteur ;
- L'annexe financière à l'acte d'engagement, Bordereau des Prix Unitaires (BPU) ;
- Le présent Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) ;
- Le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) ;
- Le cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics Techniques ; de l'Information et de la Communication (CCAG-TIC) approuvé par arrêté du 30 mars 2021 ;
- La convention RGPD ;
- Les indicateurs de qualité (SLA)
- Le cadre de réponse technique renseigné (CRT)
- Le mémoire technique

Le titulaire déclare parfaitement connaître le CCAG-TIC, bien qu'il ne soit pas matériellement joint au marché.

Il peut cependant y accéder via le lien suivant :

<https://www.economie.gouv.fr/daj/cahiers-clauses-administratives-generales-et-techniques>

Tous les textes législatifs et/ou réglementaires ainsi que toutes les normes françaises et européennes en vigueur sont applicables. La signature de l'acte d'engagement vaut connaissance pleine et entière de l'ensemble des pièces constitutives du marché par le titulaire.

## **4. DURÉE DU MARCHÉ ET DÉLAIS D'EXÉCUTION**

### ***4.1. Durée du marché***

---

Le marché est conclu pour une durée initiale de 24 mois à compter de sa notification. Il est renouvelable par tacite reconduction, deux fois par périodes d'un (1) un an, sans que sa durée ne puisse excéder quatre (4) ans.

**La notification du marché interviendra la semaine du 05/01/2026.**

Le titulaire du marché ne pourra s'opposer à la reconduction de celui-ci, conformément à l'article R2112-4 du code de la commande publique.

En cas de non reconduction :

- L'acheteur en avertit le titulaire par décision expresse, dans un délai de trois mois avant l'arrivée à échéance de la période en cours.
- Le titulaire ne pourra prétendre à aucune indemnité de la part de l'acheteur.

### ***4.2. Délais d'exécution***

---

**Le délai d'exécution des prestations classiques et en ligne démarre impérativement le 19/01/2026.**

De manière générale, le délai d'exécution d'un bon de commande part de sa date de notification sauf si celui-ci prévoit une date différente.

Les bons de commande peuvent dépasser de 6 mois l'échéance de l'accord-cadre.

### ***4.3. Prolongation des délais d'exécution***

---

Une prolongation du délai d'exécution peut être accordée par l'acheteur dans les conditions de l'article 13.3 du CCAG-TIC.

## **5. DESCRIPTION DES PRESTATIONS**

Voir CCTP

## **6. CONDITIONS D'EXÉCUTION DES PRESTATIONS**

### ***6.1. Modalités d'intervention***

---

#### 6.1.1. *Lieu d'exécution des prestations*

---

La réalisation des prestations aura lieu dans les locaux du titulaire.

#### 6.1.2. *Moyens mis à disposition du titulaire pour l'exécution de la prestation*

---

Le titulaire devra travailler avec ses propres moyens techniques. Si des moyens seront fournis au titulaire par le pouvoir adjudicateur, il sera fait application de l'article 18 du CCAG-TIC.

Le titulaire est responsable de la conservation, de l'entretien et de l'emploi de tout moyen, qui lui est confié, dès que ce moyen est mis effectivement à sa disposition. Il ne peut en user qu'aux fins prévues par le marché.

Au terme de l'exécution ou après résiliation du marché, ou au terme fixé par celui-ci, les moyens mis à disposition sont restitués à l'acheteur.

#### 6.1.3. *Organisation des prestations*

---

Voir CCTP

#### 6.1.4. *Garantie et maintenance*

---

Concernant la partie des prestations en ligne, notamment l'interface avec le portail de réservation en ligne, les API relatives à la mise à disposition de sources de billetterie aérienne et ferroviaire, le titulaire garantit une totale interopérabilité et s'engage à en assurer la maintenance.

Cet engagement est également applicable pour la mise à disposition d'une base hôtelière.

#### 6.1.5. *Propriété intellectuelle*

---

##### 6.1.5.1. *Dispositions générales*

---

Dans la perspective d'assurer l'accompagnement et le déploiement auprès des agents de l'utilisation de l'agence de voyages et de ses outils mis à disposition, le pouvoir adjudicateur souhaite donc que les livrables associés aux prestations du présent accord-cadre lui permettent de pouvoir librement et de façon autonome :

- Les utiliser sans restriction ;
- Les modifier et les adapter.

##### 6.1.5.2. *Propriété relative aux livrables*

---

Le régime de propriété intellectuelle des résultats et des connaissances antérieures est défini par les articles 43 à 46 du CCAG-TIC.

#### 6.1.5.3. Propriété des données

Conformément à l'article 46.2.3 du CCAG-TIC, les données intégrées ou générées dans le cadre du présent accord-cadre sont confidentielles et appartiennent exclusivement à l'établissement et aux voyageurs (concernant les profils).

Le titulaire dispose d'un accès aux données dans le cadre de l'exécution du présent marché aux seules fins de son exécution.

Le titulaire s'interdit d'en faire un quelconque usage, direct ou indirect, en dehors des prestations du présent marché, sauf autorisation préalable et expresse de l'acheteur.

### 6.2. Passation de commande

#### 6.2.1. Emission des bons de commande

L'accord-cadre s'exécute par bons de commande émis par le pouvoir adjudicateur, sur la base des prix fixés dans le Bordereau des Prix Unitaires (BPU).

Ces bons de commande sont signés par le représentant habilité à engager les dépenses de l'établissement et adressés au titulaire.

La réception électronique ou papier de la commande par le titulaire vaut notification de la commande et engagement de l'administration. Pour être valides, les bons de commande doivent être signés par la personne dûment habilitée à engager l'administration (représentant légal de l'établissement ou son délégataire) et sont notifiés au titulaire, par le service émetteur, par tout moyen.

Chaque bon de commande comportera notamment les indications suivantes :

- La référence du présent accord-cadre;
- le nom ou la raison sociale du titulaire ;
- Le nom du service émetteur de l'Université ;
- Le numéro d'identification SIREN ou SIRET ;
- Le numéro et la date d'émission du bon de commande ;
- La désignation (description des prestations, désignation des livrables) et la quantité des prestations commandées ;
- Le montant HT et TTC des prestations commandées ;
- La signature de la personne habilitée au sein du pouvoir adjudicateur.

En cas de discordance entre les prix figurant dans le bon de commande et les prix renseignés dans le document financier du marché, le titulaire concerné est tenu d'en informer le service émetteur de la commande et de ne pas donner suite à la commande en cas de non réponse de celui-ci dans les 48 heures.

#### 6.2.2. Notification des bons de commande



Des services complémentaires pourront faire l'objet d'éventuelles commandes complémentaires, dans le cadre de l'exécution du marché, suivant le bordereau de prix de ce dernier.

En application de l'article 3.7 du CCAG-TIC, les bons de commande issus de SIFAC sont notifiés par l'acheteur au titulaire. Cette notification se fait par tout moyen (notamment courriel) permettant d'attester d'une date de réception certaine. Ils sont exécutoires à compter de leur date de notification attestée par l'accusé de réception (courriel ou courrier recommandé).

### **6.3. *Sous-traitance***

---

Le titulaire ne peut sous-traiter, tout ou partie des prestations dont il est chargé d'assurer l'exécution sans autorisation écrite de l'administration contractante, sous peine de résiliation du marché de plein droit, et à ses torts exclusifs.

Toute exécution d'une partie des prestations par un sous-traitant ne pourra commencer qu'après la notification de l'agrément de sous-traitance « DC4 » au titulaire.

Le titulaire doit produire avec son offre la liste des sous-traitants, en indiquant leur qualification professionnelle et la nature des prestations qui leur sont confiées. Après la notification d'approbation du marché le titulaire ne pourra modifier la liste des sous-traitants que sur justification et autorisation de l'acheteur.

L'offre, qu'elle soit présentée par une seule entreprise ou par un groupement doit indiquer tous les sous-traitants connus lors de son dépôt, ainsi que les prestations et le montant pour lequel la sous-traitance est envisagée, la dénomination et la qualité des sous-traitants.

## **7. OBLIGATIONS DE CONFIDENTIALITE – PROTECTION DES DONNEES A CARACTERE PERSONNEL**

### **7.1. *Obligations de confidentialité***

---

Conformément à l'article 5 du CCAG-TIC le titulaire est tenu au secret professionnel en ce qui concerne les informations qui lui sont communiquées où celles dont il pourrait avoir connaissance à l'occasion du marché. Il s'engage pour lui-même et ses intervenants, à ne pas divulguer ni mémoriser toute information nominative concernant le personnel de l'acheteur.

En cas de non-respect de cette clause, l'acheteur peut résilier de plein droit aux torts du titulaire, sans indemnité ni mise en demeure, le présent marché.

Le traitement des données doit être limité aux personnes chargées d'assurer l'exécution des prestations et l'élaboration des états statistiques agissant sous l'autorité du titulaire.

Le titulaire prend toutes les mesures propres à assurer la protection et la confidentialité des informations qu'il détient ou qu'il traite dans le respect des dispositions réglementaires applicables.

### **7.2. *Protection des données à caractère personnel***

---

Les prestations objet du présent accord-cadre comporte un ou des traitement(s) de données à caractère personnel.

Dans le cadre de leurs relations contractuelles, comme précisées dans le CCTP, les parties sont tenues et s'engagent à respecter la réglementation en vigueur applicable au traitement de données à caractère personnel et, en particulier, le règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 (ci-après, « le règlement européen sur la protection des données » ou « RGPD »).

Les modalités relatives aux traitements des données à caractère personnel sont définies dans la convention RGPD et le CCTP.

## **8. CONSTATATION DE L'EXÉCUTION DES PRESTATIONS**

Les opérations de vérification quantitative et qualitative ont pour objet de permettre à l'acheteur de contrôler notamment que le titulaire :

- A mis en œuvre les moyens définis dans le marché, conformément aux prescriptions qui y sont fixées ;
- A réalisé les prestations définies dans le marché comme étant à sa charge, conformément aux dispositions contractuelles.

L'acheteur n'est pas tenu d'aviser le titulaire des jours et heures fixées pour les opérations de vérification, lesquelles peuvent être effectuées hors présence du titulaire et notifier sa décision de réception, d'ajournement, de réception avec réfaction ou de rejet.

A l'issue des opérations de vérification, l'acheteur prendra sa décision dans les conditions prévues à l'article 33 CCAG-TIC.

Les opérations de vérification ont pour but de permettre à l'acheteur de s'assurer de la bonne exécution des prestations et, le cas échéant, de demander au titulaire de les reprendre dans un délai déterminé et, seulement en cas d'inaction fautive du titulaire, d'appliquer les pénalités.

Dans le cadre du présent marché, compte tenu de la diversité de nature des prestations, plusieurs modalités sont envisagées :

- Vérification d'Aptitude au Bon Fonctionnement (VABF) et Vérification de Service Régulier (VSR) :
  - Vérification d'Aptitude au Bon Fonctionnement (VABF) : au plus tard le 19/01/2025,
  - Vérification en Service Régulier (VSR) : 60 jours ouvrés à compter du 19/01/2025.

La VABF est déclenchée par l'émission des premiers titres de transports classiques ou en ligne (offline ou online).

La VSR est déclenchée par un PV actant le respect des délais précisés lors de la VABF.

- Vérification trimestrielle des prestations et de la qualité de service

Par ailleurs, il est prévu de procéder à une Vérification trimestrielle de la qualité de service (VTQS), dont l'objectif est de s'assurer que les services délivrés restent conformes aux exigences du marché en termes de performance et de niveaux de services. Les vérifications portent sur la vérification et la réception des livrables livrés sur la période passée ainsi que la mesure de la qualité de service de l'exécution des prestations réalisées selon les indicateurs définis et présentés au CCTP

- Vérification simple

Les prestations ponctuelles (formations, assistances techniques / fonctionnelles, maintenances correctives..) sont soumises à des vérifications quantitatives et qualitatives, destinées à constater qu'elles répondent aux stipulations du marché.

Elles sont effectuées via l'établissement d'un procès-verbal de validation correspondant à la prestation, précisant les détails quantitatifs et qualitatifs permettant de justifier de la bonne exécution de la prestation.

## **9. PRIX, VARIATION DES PRIX ET MODALITÉS DE RÈGLEMENT**

### **9.1. *Forme et contenu du prix***

---

Le marché est conclu à prix unitaires, sur la base des prix du Bordereau de Prix Unitaires (BPU).

Les prix de l'accord-cadre sont réputés comprendre toutes les charges fiscales ou autres frappant obligatoirement les prestations, les frais directs, indirects, de fonctions supports, ainsi que toutes les autres dépenses nécessaires à l'exécution des prestations, et à la réalisation de sa marge bénéficiaire.

### **9.2. *Variation des prix***

---

Les prix du marché sont fermes la première année d'exécution du marché.

Les prix sont révisibles annuellement à la hausse ou à la baisse à la date anniversaire de la notification du marché.

Le titulaire transmet au pouvoir adjudicateur les prix révisés un mois avant la date anniversaire.

A défaut, le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de conserver la précédente révision.

Elle sera faite par application de la formule ci-après :

$$P_n = P_{n-1} \times (0,15 + (0,85 \times (I_n / I_{n-1})))$$

Dans laquelle :

- $P_n$  : Prix révisé au titre de la période  $n$ ,
- $P_{n-1}$  : Prix appliqué au titre de la période  $n-1$
- $P_0$  : prix de référence, à la date de notification de l'accord-cadre,
- $I_n$  : Indice INSEE 010769424, indice de production dans les services – Activités des agences de voyage, voyagistes, services de réservation et activités connexes (NAF rév. 2, niv. division poste 79), lu sur le site de l'INSEE (<https://www.insee.fr/fr/statistiques/serie/010769424>) - dernier indice connu au moment de la révision
- $I_{n-1}$  : Indice INSEE 010769424, appliqué au titre de la période  $n-1$
- $I_0$  : Indice INSEE 010769424 de référence, à la date de notification de l'accord-cadre.

Si un nouvel indice était publié afin de se substituer à celui en vigueur à la date de notification de l'accord-cadre, la variation des prix se trouverait de plein droit indexée sur ce nouvel indice et le passage de l'ancien indice au nouveau s'effectuerait en utilisant le coefficient de raccordement nécessaire. Dans le cas où l'indice choisi ne pourrait être appliqué du fait de l'absence d'indice de remplacement, l'Université fixera au plus juste un nouvel indice de référence.

Les prix Pn (autres que P0) en vigueur au titre de la période n (tels que révisés au début de ladite période n par application de la formule ci-dessus) sont applicables à l'ensemble de la prestation réalisée pendant la période n et à celle-ci uniquement, quelle que soit la date de facturation.

### **Clause butoir**

L'évolution des tarifs résultant de la variation des prix ne peut en aucun cas conduire à une augmentation supérieure à 3% annuels.

## **9.3. Condition de facturation et modalités de règlement**

---

### **9.3.1. Facturation des prestations d'implémentation**

---

En application des articles L.2191-4 et R.2191-20 et suivants du Code de la commande publique relatifs aux acomptes, il est établi un échéancier de paiement pour les prestations d'implémentation.

L'échéancier est le suivant, exprimé en pourcentages du montant des prestations :

- 80%, à la signature du PV de Validation de la VABF
- 20%, à l'issue de la VSR.

Toute demande de paiement donne lieu à l'établissement d'une facture dans les conditions prévues ci-dessous.

Les paiements sont effectués selon les règles de la comptabilité publique, sur présentation de factures, ainsi que de tous les éléments justificatifs en un original, sur lesquelles doivent figurer notamment, outre les mentions légales, les indications suivantes :

- L'intitulé et le numéro du marché ainsi que le numéro du bon de commande ;
- La date de délivrance et le numéro de la facture ;
- Le nom et l'adresse du créancier ;
- Sa domiciliation bancaire ;
- Le numéro d'identification SIREN ou SIRET ;
- La mention exacte de la prestation concernée ;
- La période d'exécution des prestations ;
- Le montant de la prestation exécutée, en HT et en TTC ;
- Le taux et le montant de la TVA en vigueur.
- En cas de groupement conjoint, pour chaque opérateur économique, le montant des prestations effectuées par l'opérateur économique ;
- L'application de l'actualisation ou de la révision de prix ;
- Les pénalités éventuelles.

L'acheteur se réserve le droit de compléter ou de rectifier les demandes de paiement qui comporteraient des erreurs ou seraient incomplètes. Dans ce cas, il adresse au titulaire une facture rectificative.

Lorsqu'il y a eu paiement de règlements partiels définitifs, le titulaire transmet un décompte pour solde qui comporte deux parties :

- une récapitulation des règlements partiels définitifs perçus pour l'ensemble des prestations du marché objet du projet de décompte, sauf le dernier règlement partiel définitif.
- une demande de paiement correspondant aux sommes dues au titre du dernier règlement partiel définitif.

### **9.3.2. Facturation des prestations par carte logée (prestations de services)**

---

Le titulaire porte chaque créance, née d'une exécution par carte logée sur un relevé d'opérations (ROP). Ce relevé fait foi des transferts de fonds entre les livres comptables de l'opérateur responsable de la prestation relative à la carte logée et ceux du titulaire si cette prestation n'est pas exécutée par lui.

Figurent également sur le relevé d'opérations les avoirs éventuels correspondant à une absence de service fait ou à une absence de conformité.

Sous peine de nullité, les conditions et délais de contestation des opérations portées sur le relevé, respectent les conditions suivantes :

- les délais auxquels est astreint l'Université ne peuvent courir qu'à compter de la mise à disposition effective et complète des informations relatives à une opération sur laquelle doit porter l'acceptation ;
- l'Université peut contester toute opération portée au relevé au motif de l'absence et/ou de la non-conformité de la livraison à la commande de billet ou de service, la prestation n'étant pas rendue en tout ou partie. Le délai de contestation afférent à cette absence de service est de 30 jours, à compter de la réception par l'Université du ROP ;
- l'Université peut contester toute opération portée au relevé au motif d'une facturation non-conforme, de l'absence ou de la non-conformité légale ou réglementaire de la facture et/ou de l'absence de commande. Le délai de contestation afférent à cette absence de conformité est de 30 jours, à compter de la réception par l'Université du ROP.

Le refus de l'Université de payer une opération au motif d'une faute de l'émetteur ou de son correspondant bancaire dans le processus de paiement au titulaire, ne constitue pas un cas de contestation. Le paiement à tort du titulaire n'engage jamais l'Université.

L'opérateur responsable de la prestation relative à la carte logée appuie sa demande de paiement à l'Université par le relevé d'opérations. Le relevé d'opérations est transmis par messagerie électronique au format PDF ou équivalent. La transmission des relevés est mensuelle.

A titre exceptionnel, l'établissement se réserve le droit de payer par virement des prestations complémentaires.

### 9.3.3. Facturation dématérialisée

---

Conformément à l'article 11.8.1 du CCAG-TIC lorsque le titulaire ou son sous-traitant admis au paiement direct est tenu, en application du code de la commande publique, de transmettre les demandes de paiement sous forme électronique, **il adresse ses factures par voie électronique via la solution gratuite et sécurisée, CHORUS PRO, qui est mise à disposition pour la transmission des factures sous forme dématérialisée.**

Le code service à utiliser est :  
FACTURES\_BDC

Afin de pouvoir déposer ses factures sur le portail, le titulaire devra obligatoirement disposer d'un numéro de bon de commande à 10 chiffres commençant par 45.

**Lorsqu'une facture est transmise en dehors de ce portail, la personne publique peut la rejeter après avoir rappelé cette obligation à l'émetteur et l'avoir invité à s'y conformer.**

L'acheteur se libère des sommes dues en exécution du présent marché en faisant porter le montant dû au crédit du compte bancaire ouvert au nom du titulaire.

**Seules les prestations effectivement réalisées donnent droit à paiement pour le titulaire.**

L'absence d'une des mentions obligatoires permettant l'identification certaine de la prestation entraîne le renvoi de la facture en recommandé avec accusé de réception et suspension du délai de paiement.

En application de l'article R-2192-27 du Code de la Commande publique, le délai global de paiement peut être suspendu jusqu'à remise par le titulaire de la totalité des justifications qui lui ont été réclamées. Les sommes dues doivent être réglées dans les 30 jours suivants la date de réception de la facture par le service facturier, sous réserve de sa conformité aux stipulations énoncées ci-dessus, à la réalisation de la prestation.

En cas de changement de raison sociale ou de RIB, le titulaire est tenu d'en informer l'acheteur. L'acheteur pourra rectifier le montant des factures en intégrant notamment les pénalités prévues à l'article 10 du présent CCAP.

En complément des ROP, le titulaire doit donc transmettre les factures correspondant à chaque prestation sur le portail CHORUS Pro. Il est rappelé que les factures doivent être individuelles, et relatives à un voyage uniquement. Le montant à payer doit donc être à zéro, car payé par ROP (pour Chorus il faut utiliser le cadre A2 de facturation). L'identifiant voyage doit figurer dans la facture. Contrairement aux lignes du ROP, la facture doit présenter autant de lignes qu'il y a de prestations commandées sur la base du BPU. Par exemple, pour une réservation Online intégrant un billet aérien et un hôtel, la facture doit présenter 4 lignes :

- 1 ligne avec le montant du billet aérien
- 1 ligne avec le frais online correspondant au billet aérien
- 1 ligne avec le montant de l'hôtel
- 1 ligne avec le frais online correspondant à l'hôtel

#### 9.3.4. Délai global de paiement

Le délai global de paiement court à compter de la date de réception de la facture par le service facturier, sous réserve de sa conformité aux stipulations énoncées ci-dessus, à la réalisation de la prestation. Il est de 30 jours maximum. En cas de dépassement, des intérêts moratoires sont versés suivant le taux et la réglementation en vigueur.

Le défaut de paiement dans le délai prévu par les articles L-2192-10 et R-2192-10 du Code de la commande publique fait courir de plein droit et sans autre formalité, des intérêts moratoires au bénéfice du titulaire ou du sous-traitant payé directement (pour la partie du marché pouvant être sous traitée). Le taux des intérêts moratoires applicable est le taux de refinancement appliqué par la BCE en vigueur à la date à laquelle les intérêts moratoires ont commencé à courir, augmenté de huit points.

Une indemnité forfaitaire de 40 euros est également versée de plein droit en cas de dépassement du délai prévu ci-dessus.

Le titulaire doit avertir sans délai l'acheteur de toute modification concernant sa domiciliation bancaire et produire à cet effet toute justification utile soit par mail à l'adresse suivante [achats.dfa@u-paris.fr](mailto:achats.dfa@u-paris.fr) soit par courrier à l'adresse suivante :

Université Paris Cité  
85 boulevard Saint-Germain  
75006 Paris 6  
Tel : 01 76 53 18 66 - 01 76 53 20 63 - 01 76 53 17 25

#### 9.3.5. Cession ou nantissement de créances

Dans le cadre du présent marché, les créances peuvent être cédées ou nanties dans les conditions prévues aux articles L2191-8 et R2191-45 à R2191-62 du code de la commande publique.

#### **9.3.6. Avance**

---

Sauf renonciation expresse du titulaire, et en l'absence de mesures conjoncturelles contraires, une avance de 5 % est versée au titulaire dans les conditions prévues par les articles R2191-3 à R2191-19 et R2191-23 du code de la commande publique. Si le titulaire de l'accord cadre est une PME le montant de l'avance est portée à 20% du montant du marché en application de l'article R2191-7 du Code de la commande publique.

Le remboursement de l'avance commence lorsque le montant cumulé des prestations exécutées atteint ou dépasse 65% du montant forfaitaire global du marché. Le remboursement s'effectue par précompte sur les sommes dues au titulaire.

Ce remboursement doit être terminé lorsque le montant cumulé des prestations exécutées atteint 80% du montant forfaitaire global du marché au titre duquel est accordée cette avance.

Conformément aux dispositions de l'article R2191-9 du code précité, l'avance n'est pas affectée par la mise en œuvre d'une clause de variation de prix.

## **10. PÉNALITÉS**

En cas de retard dans l'exécution, d'inexécution ou de mauvaise exécution des prestations, l'acheteur se réserve le droit, sans mise en demeure préalable par dérogation à l'article 14.1.1 du CCAG-TIC, de procéder à l'application des pénalités énumérées ci-après :

### **10.1. Pénalités liées à l'exécution du marché**

---

Par dérogation à l'article 14 du CCAG TIC les pénalités sont applicables sans mise en demeure préalable du titulaire.

Par dérogation à l'article 14 du CCAG TIC, il n'est pas prévu d'exonération de pénalités.

Les différentes pénalités listées ci-après sont cumulables, et sont plafonnées à 0,8% du montant annuel estimé ou constaté à date de clôture des honoraires de l'agence de voyage.

#### **Pénalités pour retard dans l'implémentation des prestations de services agence de voyage (VABF)**

En cas de retard dans l'implémentation, l'Université se réserve la possibilité d'appliquer des pénalités correspondant à l'application des honoraires online (transaction fee) au prix stipulé dans le BPU en lieu et place des honoraires classiques (offline).

#### **Pénalités suite au dépassement des indicateurs de qualité (SLA)**

Par dérogation aux dispositions de l'article 14 du CCAG-TIC, une pénalité peut être appliquée pour tout dépassement, du fait du titulaire, des indicateurs de qualité SLA figurant dans le document idoine.

Elle est établie par application de la formule suivante :

$P = \text{somme des écarts constatés} \times 100 \text{ €}$

### **10.2. Pénalités relatives au non-respect des formalités mentionnées aux articles L. 8221-3 à L. 8221-5 du code du travail**

---

À défaut de correction, dans un délai fixé par l'Article L8222-6 du code du travail, des irrégularités constatées par l'acheteur ou par un agent de contrôle, le titulaire du marché s'expose, après mise en demeure, à la résiliation du marché à ses frais et risques ou à l'application d'une pénalité égale à 10% du montant estimatif montant forfaitaire par jour de retard, dans la limite, selon le cas incriminé, du montant maximum des amendes pouvant être encouru en application des articles L8224-1, L8224-2 et L8224-5 du code du travail.

Passé un délai de 10 jours ouvrés de retard, l'acheteur peut résilier le marché de plein droit aux torts du titulaire, après mise en demeure.

## **11. ASSURANCE ET ATTESTATIONS**

Dans un délai de quinze jours à compter de la notification du marché public et avant tout commencement d'exécution, le titulaire doit justifier qu'il est couvert par un contrat d'assurance au titre de la responsabilité civile découlant des articles 1240 à 1242 du Code civil ainsi qu'au titre de sa responsabilité professionnelle, en cas de dommage occasionné par l'exécution du marché.

Il doit donc fournir une attestation de son assureur justifiant qu'il est à jour de ses cotisations et que sa police contient les garanties en rapport avec l'importance de la prestation.

A tout moment durant l'exécution de la prestation, le titulaire doit être en mesure de produire cette attestation, sur demande de l'acheteur et dans un délai de quinze jours à compter de la réception de la demande.

## **12. FOURNITURE DES PIÈCES PRÉVUES PAR L'ARTICLE D 8222-5 DU CODE DU TRAVAIL**

Conformément à l'article D.8222-5 du Code du travail, et en application des articles R2143-3 et R2143-6 du code de ma commande publique, le titulaire produit tous les 6 mois à compter de la date de signature du marché par la Personne publique et jusqu'à la fin d'exécution de celui-ci, les documents suivants :

- une attestation de fourniture de déclarations sociales émanant de l'organisme de protection sociale chargé du recouvrement des cotisations et des contributions sociales datant de moins de 6 mois ;
- une attestation sur l'honneur du dépôt auprès de l'administration fiscale, à la date de l'attestation, de l'ensemble des déclarations fiscales obligatoires et le récépissé du dépôt de déclaration auprès d'un centre de formalités des entreprises ;
- l'un des documents mentionnés à l'article D 8222-5-2' du Code du travail lorsque l'immatriculation du cocontractant au registre du commerce et des sociétés ou au répertoire des métiers est obligatoire ou lorsqu'il s'agit d'une profession réglementée ;
- une attestation sur l'honneur de la réalisation du travail par des salariés employés régulièrement.

En cas d'inexactitude des documents et renseignements ou de refus de produire les pièces prévues aux articles D 8222-5 du Code du travail, il est fait application aux torts du titulaire des conditions de résiliation prévues à l'article 16 du présent CCAP.

Pour plus de simplicité, l'acheteur met gracieusement à disposition du(es) candidat(s) retenu(s), un accès à la plateforme E-attestation. Cet accès lui permettra de déposer les documents exigés en toute sécurité.

## **13. MODIFICATIONS RELATIVES AU TITULAIRE**



De façon générale le titulaire est tenu de notifier sans délai à l'acheteur de toutes les modifications importantes concernant le fonctionnement de l'entreprise pouvant influencer sur le déroulement du marché.

### ***13.1. Modification portant sur la situation juridique ou économique du titulaire :***

---

Le titulaire est tenu de notifier sans délai à l'acheteur les modifications survenant au cours de l'exécution du marché et qui se rapportent :

- aux personnes ayant le pouvoir de l'engager ;
- à la forme juridique sous laquelle il exerce son activité ;
- à sa raison sociale ou à sa dénomination ;
- à son adresse ou à son siège social ;
- à ses coordonnées bancaires ;
- aux renseignements qu'il a fournis pour l'acceptation d'un sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement.

### ***13.2. Nouvelle entreprise née de la fusion ou de l'absorption du titulaire***

---

Le transfert du marché à la société née de la fusion ou de l'absorption de l'entreprise titulaire ne peut s'opérer de plein droit sans agrément préalable de l'acheteur.

Le titulaire doit en informer l'acheteur dans les plus brefs délais et produire l'ensemble des documents et renseignements suivants, concernant la nouvelle entreprise à qui le marché est cédé :

- une copie de l'acte de fusion ou d'absorption définitif déposé au greffe du Tribunal de Commerce territorialement compétent ;
- une copie de l'annonce légale ;
- le pouvoir de la personne habilitée à engager la société ;
- un RIB pour les nouvelles coordonnées bancaires ;
- les attestations fiscales et sociales (en application de l'article L2141-2 du code de la commande publique) ;
- l'attestation sur l'honneur dûment signée qui indique que le repreneur ne tombe pas sous le coup des interdictions de soumissionner prévues aux dispositions de du même article ;
- une attestation d'assurance « responsabilité civile professionnelle » en cours de validité établie par la compagnie d'assurance de l'entreprise et non par son courtier ;
- les justifications de références identiques à celles demandées dans l'avis d'appel public à la concurrence et le règlement de la consultation au titulaire du marché public.

**La cession du marché public acceptée par l'acheteur fera l'objet d'un avenant constatant le transfert du marché public au nouveau titulaire.**

## **14. PRESTATIONS SIMILAIRES**

L'acheteur se réserve le droit de conclure des marchés ayant pour objet la réalisation de prestations similaires à celles qui ont été confiées au titulaire, conformément aux dispositions de l'article R2122-7 du code de la commande publique.

## **15. EXÉCUTION AUX FRAIS ET RISQUES**

Il est fait, le cas échéant, application de l'article 54 du chapitre 8 du CCAG-TIC, avec la précision suivante :

Le délai maximal accordé au titulaire pour justifier des moyens nécessaires à la reprise de l'exécution des prestations par le titulaire est fixé à 1 mois.

## **16. RÉSILIATION**

Il est fait, le cas échéant, application des articles du chapitre 8 du CCAG-TIC, avec les précisions suivantes :

### ***16.1. Résiliation du titulaire***

---

#### Résiliation du marché par l'acheteur :

Elle peut intervenir à tout moment, pour un motif d'intérêt général, mettant ainsi fin à l'exécution des prestations faisant l'objet du marché avant l'achèvement de celles-ci.

Par dérogation à l'article 51 du CCAG-TIC, cette résiliation ne donne pas droit à indemnisation du titulaire pour le préjudice subi.

#### Résiliation en cas de sauvegarde, redressement ou de liquidation judiciaire :

Le marché peut dans ce cas être résilié dans les conditions prévues à l'article L.622.13 du Code de commerce en cas de redressement judiciaire ou de liquidation judiciaire.

#### Résiliation pour difficulté d'exécution du marché :

Le marché pourra être résilié lorsque des difficultés d'exécution rencontrées par le titulaire ou un fait ayant le caractère de la force majeure empêchent le titulaire d'exécuter la prestation.

#### Résiliation aux torts du titulaire :

Elle peut être prononcée aux torts du titulaire et à ses frais et risques soit en cas d'inexécution d'une prestation qui, par sa nature, ne peut souffrir aucun retard, soit en cas de résiliation du marché prononcée aux torts du titulaire sans qu'aucune indemnisation ne lui soit accordée.

#### Résiliation pour inexactitude des documents fournis :

En cas d'inexactitude des documents et renseignements mentionnés aux articles L2141-1 et L2141-4 1° et 3° du code de la commande publique concernant les interdictions de soumissionner et des articles 2 et 3 de l'arrêté du 22 mars 2019 fixant la liste des renseignements et des documents pouvant être demandés aux candidats aux marchés publics ou de refus de produire les pièces prévues aux articles D.8222-5 ou D.8222-7 du Code du travail, il pourra être fait application aux torts du titulaire des conditions de résiliation prévues par le marché.

L'acheteur se réserve la possibilité de faire exécuter par un tiers les prestations aux frais et risques du titulaire. Elle précise dans sa décision de résiliation si elle fera procéder par un tiers à l'exécution des prestations prévues aux frais et risques du titulaire.

Le recours à l'exécution aux frais et risques du titulaire ne se fera qu'en cas de résiliation pour faute du titulaire ou en cas d'inexécution par ce dernier d'une prestation qui, par sa nature, ne peut souffrir d'aucun retard.

Par ailleurs, le titulaire s'engage à ne céder à aucune société, quel qu'en soit l'objet et notamment les sociétés de location financière, le présent marché. Aucune cession unilatérale du marché par le titulaire n'est acceptée, même tacitement et sans considération de délai par le groupement. Ce dernier pourra résilier purement et simplement le marché, à tout moment et sans indemnité ni frais, sans préavis ni accord du titulaire, en cas de non-respect par ce dernier de la présente stipulation.

### ***16.2. Résiliation pour application illégale de marges arrières de billetterie***

---

Le constat avéré par audit d'une pratique illicite de tarification est un motif de résiliation du marché par l'acheteur, dans les conditions décrites précédemment.

### 16.3. Conséquences de la résiliation du marché

La notification de la décision de résiliation du marché emporte résiliation immédiate sauf si cette décision prévoit une date d'effet ultérieure.

## **17. DROIT APPLICABLE ET VOIES DE RECOURS**

En cas de litige, le droit français est seul applicable. Toute difficulté d'interprétation ou d'exécution du présent marché public qui ne pourrait être résolue à l'amiable est soumise au tribunal administratif de Paris, 7 rue de Jouy, F-75181 Paris Cedex 04. E-mail : [greffe.ta-paris@juradm.fr](mailto:greffe.ta-paris@juradm.fr). Tél. 01 44 59 44 00. Fax 01 44 59 46 46.

Pour la saisine des instances de médiation et de conciliation, et outre la possibilité d'un recours hiérarchique adressé à Mme la Présidente de l'Établissement public expérimental – Décret N°2019-209 du 20 mars 2019, le titulaire pourra saisir, avant tout recours contentieux :

- 1) Le comité interrégional consultatif de règlement amiable des différends ou litiges relatifs aux marchés publics de Paris, dont les coordonnées sont les suivantes : Préfecture de la région Île-de-France - Préfecture de Paris : 5, rue Leblanc 75911 Paris cedex 15 - Tél. : 01.82.52.42.72 - Fax : 01.82.52.42.95 - Courriel : [ccira@paris-idf.gouv.fr](mailto:ccira@paris-idf.gouv.fr).
- 2) Le médiateur des entreprises : la saisine s'opère via l'application prévue sur le site du Ministère de l'Economie et des Finances : <http://www.economie.gouv.fr/mediateur-des-entreprises>.

## **18. DÉROGATIONS AU CCAG-TIC**

Article du CCAP	Article du CCAG	Objet de la dérogation
Article 6.1	Article 36.1	Durée de la garantie
Article 6.1.5.2	Article 46.2.1	Exclusivité de la cession de droits
Article 10	Article 14.1.1	Pénalités applicables sans mise en demeure
Article 16.1	Article 51	Absence d'indemnisation du titulaire

Article 16.2	Article 50.1	Possibilité de résiliation partielle en cas de non-respect des niveaux de service
--------------	--------------	---